

POUR UN CHANGEMENT DE PARADIGME EN FINANCE

Pas de croissance sans partage

Par Cédric Meeschaert



Titulaire d'un Bachelor of Science (spécialité finance) de la Wharton School of Business de Philadelphie (États-Unis), Cédric Meeschaert est Président du Directoire du groupe éponyme et Président de son Comité exécutif.

Le bilan de l'année 2014 est marqué par la grande disparité des taux de croissance selon les géographies et les secteurs. Les explications en sont multiples et souvent construites autour d'oppositions radicales : industries innovantes contre activités traditionnelles, zones émergentes contre pays matures, économies libéralisées contre administrées. Ces analyses ignorent systématiquement un moteur de croissance dont la montée en puissance semble passer inaperçue : la croissance par le partage. Ce terme désigne un vrai changement de paradigme dans la production de croissance réconciliant éthique et profit. Il consiste à configurer chaque étape de création de valeur en fonction d'une nécessité sociale et environnementale. Il est clair que même les entreprises les plus à la pointe de la technologie sont encore trop peu socialement innovantes. Des besoins massifs en termes d'éducation, de santé, d'énergie restent insuffisamment traités ou abordés avec une mentalité conservatrice. Or, il est désormais démontré que l'intégration des préoccupations sociales non pas en marge mais au cœur de la stratégie est plus créatrice de valeur que le maintien des *business models* classiques, fussent-ils améliorés par les nouvelles technologies ou parés d'initiatives sociétales ou environnementales ponctuelles ou déconnectées du cœur de l'activité. En 2014, des centaines de sociétés, tous secteurs et pays confondus, en ont apporté la preuve. Dans l'industrie pétrolière, par exemple, en prenant en charge avec des partenaires le développement économique de la région du delta du Niger, une *major* a profondément amélioré le contexte social environnant ses installations industrielles, et en a tiré le meilleur parti en termes de stabilité et de continuité de son travail. De même, en Afrique du Sud, une compagnie minière internationale fournit aux habitants 10 % de leur consommation en eau potable, pérennisant ainsi son implantation, réduisant ses coûts environnementaux et optimisant ses revenus.

Au moment où le monde de la finance semble renouer avec ses velléités de maximiser ses profits à court terme, la prise de

conscience de nombreuses institutions bancaires mérite d'être soulignée. Ainsi se développent des programmes de financement prenant en compte non seulement une entreprise donnée, mais son environnement immédiat : écoles, logements, commerces – sur tous les continents. De même, on observe un approfondissement constant de la microfinance et une prise en compte massive des activités à but non lucratif. Au Canada, ces dernières représentent 9 % du PIB : une grande banque canadienne leur dédie un département

entier. Les « Social impact bonds » attirent également les plus grands investisseurs. En France, le groupe que je dirige a créé le premier fonds d'investissement dans des PME portant sur les trois aspects du partage : partage financier d'entrepreneurs soutenant d'autres entrepreneurs, partage d'expérience – par l'accompagnement d'un cercle de chefs d'entreprise offrant leurs conseils et leurs réseaux – et partage de la performance avec des organismes caritatifs. Par cette initiative, l'épargne d'investisseurs privés soutient directement nos PME, leur donne la visibilité nécessaire pour se développer et renouer avec la confiance, indispensable pour recruter sereinement des femmes et des hommes trop souvent en situation précaire.

La raison en est simple : les projets à impact social fort, reposant sur des critères financiers rationnels, représentent une source de croissance considérable pour les prochaines années. Plus que jamais, la croissance se joue sur le terrain de l'économie réelle, par quoi il faut entendre non pas l'industrie traditionnelle, mais les besoins des populations et la prise en compte économique de tous les enjeux humains, depuis l'éducation jusqu'à l'environnement, la dépendance des personnes âgées, l'accès à l'énergie, les énergies renouvelables. Nombre de *business models* devenus sans lien avec la réalité sociale peinent à croître.

La seule raison d'être de l'économie et de la finance est d'être utile aux hommes, les modèles économiques prometteurs permettront de répondre à cette finalité. L'approche éthique et responsable n'est donc plus seulement une préoccupation louable, elle est en train de devenir la condition de la croissance. ☺